



BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE - 75004 PARIS - 271.81.45 - TELEX 213184

26 Mai 1982 N° 30

CETRAL

SITUATION POLITIQUE

Le secteur militaire le plus réactionnaire du Salvador a réussi à imposer son pouvoir dans ce pays centraméricain, 15 jours après avoir formé le dit gouvernement d'Unité nationale sous la direction des Etats-Unis, a-t-on informé.

Une longue analyse de l'Agence Indépendante de Presse (AIP) signalé que la domination du secteur militaire le plus dur et qualifié de fasciste par la guérilla salvadorienne est évidente dans la formation du pouvoir exécutif. La direction militaire dans l'exécutif salvadorien revient au général José Guillermo Garcia et la direction politico-administrative se trouve entre les mains d'un mini-conseil d'état, outre trois vice-présidents et une présidence dirigée par le banquier Alvaro Magana.

Les représentants de l'ultra-conservateur "Arena" et le dit parti de Conciliation nationale, ajoute AIP, sont aussi des personnes d'une totale confiance pour ce secteur militaire.

Les formules compliquées d'équilibre établies au Salvador par les Etats-Unis assurent l'existence d'une domination politique et militaire pour le secteur le plus conservateur de ce pays centraméricain, où les trois principaux facteurs de pouvoir ont à nouveau imposé leurs forces.

Historiquement depuis 1931, les trois secteurs formés par les forces armées les Etats-Unis et le groupe de puissantes familles, caractérisés par un degré excessif de concentration économique et politique, ont réalisé tous les efforts possibles pour se maintenir au pouvoir.

Actuellement, ces trois facteurs sont décisifs dans le pouvoir politique et militaire du Salvador, tandis que le gouvernement dit d'Unité nationale, comme les partis politiques eux-mêmes, se trouvent déterminés par eux, indique l'AIP.

Le parti de droite "Arena" reçoit l'appui d'un secteur majoritaire de l'oligarchie salvadorienne et a un soutien ferme au sein de l'armée, tandis que le parti Démocrate-chrétien reçoit un appui surtout du gouvernement de Ronald Reagan.

Mais, le Parti Démocrate-chrétien, révèle AIP, avec le Parti d'Action Démocrate, a aussi le soutien d'un secteur de l'oligarchie qui parle du besoin d'imposer une série de mesures réformatrices à travers la répression. Le Parti Conciliation nationale est formé de nombreux fonctionnaires qui pendant quatre gouvernements militaires ont exercé des fonctions politiques et administratives, à partir desquelles ils ont resserré les relations avec les secteurs militaires et avec le gouvernement des Etats-Unis.

Ces trois partis politiques, dit AIP, ont formé avec les trois facteurs signalés un gouvernement tendant à rehausser l'image internationale du Salvador, bien que le contrôle se trouve entre les mains de l'armée.

Il est faux que le dit gouvernement d'Unité nationale du Salvador ait déplacé le parti "Arena", au contraire, cette organisation de droite domine dans l'équilibre exigé et obtenu par le gouvernement des Etats-Unis, conclut l'AIP.

DECLARATIONS D'UN DIRIGEANT DU PARTI DEMOCRATE-CHRETIEN

M. Julio Prendes, dirigeant du parti Démocrate-chrétien a déclaré devant l'Assemblée Constituante que la violence a fait pendant les derniers 31 mois plus de 34.000 morts, entre eux, près de 80 fonctionnaires de la D.C., notamment la mort, à Paisnal (22km au nord de San Salvador), du Maire, M. Carlos Moreno Montes.

Des porte-paroles de ce même parti ont déclaré qu'à partir du 28 Mars,

42 P. 11798

le régime a augmenté le délogement d'une "façon injustifiée" des paysans. D'ailleurs, les querelles au sein de l'Assemblée Constituante se sont centrées ce week-end sur la suspension du décret 207, un de ceux qu'intègrent le projet de réforme agraire de l'ancien régime. Les informations signalent que le gouvernement actuel en supprimant ce décret a délogé plus de 7.000 paysans. 37 députés ont voté pour; 18 appartenant tous à la Démocratie-chrétienne ont voté contre. L'un d'eux, M. Antonio Guevara, a fait ce commentaire: "S'ils veulent tuer la réforme agraire, ils devraient appeler les choses par leur nom et le dire une fois pour toutes." L'ancien président Napoléon Duarte, lui-même, déclarait à l'hébdomadaire Newsweek, avant le vote de l'assemblée constituante, qu'en cas de remise en cause de la réforme agraire, les députés démocrate-chrétiens se retireraient de l'Assemblée, lui ôtant ainsi sa "légitimité". Les dirigeants du CUCS (Comité d'Unité des paysans salvadoriens) ont dénoncé les expulsions de plusieurs milliers de paysans par les anciens propriétaires, aidés par la police ou les forces para-militaires, depuis l'élection du 28 mars. Un responsable de l'Institut salvadorien pour la transformation agraire (ISTA) prédisait la semaine dernière "un bain de sang" si l'extrême droite abolissait les réformes.

LE SOUTIEN ECONOMIQUE DES ETATS-UNIS S'ACCROIT

Le gouvernement de R. Reagan a demandé au Congrès une augmentation considérable de l'aide économique au Salvador, tandis que la chambre des représentants a exigé des informations détaillées sur le leader d'extrême droite au gouvernement de ce pays. Le sous-secrétaire d'Etat, Thomas Enders, a demandé à la sous-commission des opérations étrangères du Congrès qu'elle approuve 60 millions de dollars supplémentaires pour la dite "initiative pour le bassin des Caraïbes" (ICC) dont 35 millions seront destinés au Salvador. Ce plan de Reagan établit la distribution de 350 millions de dollars entre les pays centreaméricains et Caraïbes dont la politique suit les lignes de Washington et assigné 128 millions au régime salvadorien. La demande de fonds additionnels faite au Congrès par l'administration républicaine augmente à 163 millions de dollars. L'aide au Salvador dans le cadre de l'ICC, ce qui est selon Enders une aide externe, même si elle représente la plus grande partie du plan. Par ailleurs, le Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants a approuvé une résolution qui exige du département d'Etat qu'il fournisse dans le délai de 10 jours des informations détaillées sur le leader de l'extrême-droite salvadorienne et président de l'Assemblée Constituante, Roberto D'Aubuisson, que l'on considère comme le nouveau pouvoir derrière le trône. Certaines des précisions demandées par le Comité portent sur la participation de D'Aubuisson dans l'assassinat de l'archevêque de San Salvador, Mgr. Oscar Arnulfo Romero, et dans un attentat contre l'Ambassade des Etats-Unis, survenu en mars 1981. Il a aussi demandé des éclaircissements sur des menaces d'utiliser du napalm pour exterminer les guérilleros, faites par le président de l'Assemblée Constituante. A propos de la résolution du comité, le sous-secrétaire Enders a estimé que D'Aubuisson doit être jugé pour ses activités actuelles et qu'il ne faut pas s'arrêter à des accusations et des luttes passées.

DECLARATIONS DE L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS AU SALVADOR

D'après l'Agence française de presse (AFP), l'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, M. Deane Hinton, a réitéré que son pays supprimera l'aide au Salvador si on ne continuait pas avec les réformes sociales initiées par la junte gouvernementale précédente.

Néanmoins, lors de sa visite à la Chambre des députés et auprès du Ministre de la Présidence, le fonctionnaire nord-américain s'est

montré optimiste et a dit que son gouvernement était satisfait de la façon dont le nouveau gouvernement salvadorien était composé. Toutefois, il a ajouté que c'en était pas cela le plus important sinon la "façon comme il fonctionnera".

M. Hinton a aussi demandé aux législateurs pour la durée de l'élaboration d'une nouvelle constitution, demande qui n' a pas eu de réponse concrète en argumentant que l'Assemblée n' a pas seulement comme fonction l'élaboration d'une nouvelle constitution mais elle a aussi des fonctions législatives ordinaires.

Par ailleurs, le diplomate s'est montré opposé à une possible négociation entre l'actuel gouvernement et les membres du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) et le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN).

D'après Hinton, les guérilleros "ne méritent pas avoir l'opportunité d'une négociation"

FACE A LA REPRESSION, LES REFUGIES SALVADORIENS AU HONDURAS DEMANDENT LA MEDIATION DU ACNUR

Des réfugiés salvadoriens au Honduras ont sollicité l'immédiate médiation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR) devant la répression à laquelle ils sont soumis dans les deux pays centreaméricains.

Plus de 3.500 réfugiés confinés à Mesa Grande -département de Ocotepeque-, et d'autres à Colomocagua -département d'Intubucan-, ont dénoncé que durant les derniers jours, la persécution a atteint une grande quantité d'enfants et des persecutions politiques.

Dans une lettre envoyée à l'ACNUR, on a mentionné la mort de, au moins, six mille enfants au moment de leur naissance à conséquence de l'Etat de siège implanté sur place.

Les mères de ces enfants ont dénoncé qu'elles n'ont pas pu recevoir des soins médicaux durant l'accouchement et elles ont responsabilisé un officier de l'armée hondurienne -appelé Flores- pour les strictes mesures de contrôle.

Par ailleurs, on a informé que ces derniers jours, des dizaines des réfugiés ont péri et d'autres ont été enlevés durant des actions violentes d'uniformés et de bandes paramilitaires dans les campements. L'on a averti que les 3.500 réfugiés à Mesa Grande sont constamment menacés d'être replacés vers des zones frontalières avec le Salvador. On a aussi expliqué auprès de l'Organisme Humanitaires des Nations Unies qu'on envisage leur diviser dans des groupes et de mettre en place des nouveaux campements dans le département hondurien de Santa Barbara à la frontière avec le Guatemala.

Les réfugiés ont insisté sur le transfert vers d'autres pays de la région qui puissent leur offrir des conditions sûres, ce qui n'est pas le cas avec l'Honduras.

PRISONNIERS POLITIQUES

Le Comité de prisonniers politiques du Salvador a envoyé une lettre au président Alvaro Magana demandant sa gestion pour la dérogation des décrets 507 et 943. Le comité intégré par quelques 500 prisonniers politiques a demandé au président une enquête sur l'endroit où se trouvent les disparus politiques et la liberté pour tous les prisonniers détenus pour des raisons politiques.

SITUATION MILITAIRE

"LA GUERRILLA SE CONSOLIDE"

"Salvador Cayetano Carpio, membre du Commandement General du Front Farabundo Marti pour la Liberation National (FMLN) du Salvador, a souligné la coordination de toutes les forces guerrilleras autour d'un plan central.

Au cours d'une évaluation de l'étape actuelle de lutte, le dirigeant révolutionnaire a expliqué à l'agence Salpress, que cette coordination dans les départements du pays centreaméricain constitue une réalisation importante.

Cayetano Carpio a cependant alerté sur le danger permanent de l'intervention nord-américaine et il a précisé qu'avec l'Honduras, les Etats-Unis construisent des bases militaires dans le Golf de Fonseca.

En ce qui concerne le régime actuel salvadorien, Carpio a estimé que les dites élections de mars n'ont servi qu'à introniser le fascisme.

Il a rappelé que le président de l'Assemblée Constituante, le Major Roberto d'Abuisson, est le responsable direct de l'assassinat de Mgr. Oscar Arnulfo Romero et le tortionnaire de centaines de Salvadoriens.

Il a ajouté qu'à la suite des élections, les chefs des bandes para-militaires ont été placés dans des postes gouvernementaux.

Il a dénoncé que le nouveau régime d'Alvaro Magana est déjà responsable de 100 crimes politiques commis au cours des huit premiers jours de mandat.

Après avoir réaffirmé sa foi dans la victoire finale du peuple salvadorien, Salvador Cayetano Carpio a lancé un appel pour intensifier l'aide et la solidarité avec la lutte de son peuple.

* Des commandos guerrilleros du Salvador ont dynamité un train de marchandises dans le département d'Usulután, action qui a provoqué 17 pertes dans les rangs de l'armée et des dommages matériels pour 100.000 dollars, ont informé des sources militaires salvadoriennes.

L'attaque, considérée par le régime comme une des plus dures des deux derniers mois, s'est produite à Tierra Blanca, juridiction de Jiquilisco, à 97 km au sud-est de San Salvador, et a donné lieu à un combat qui s'est prolongé pendant plus de deux heures.

Les sources ont indiqué que 200 guerrilleros ont participé à l'action, au cours de laquelle ils ont fait exploser cinq charges de dynamite placées à une distance de 20 m chacune.

Ils ont ajouté que 10 soldats ont été tués et sept autres blessés tandis que les dommages matériels sont calculés au moins à 100.000 dollars.

Celle-ci est la deuxième attaque aux caractéristiques similaires réalisée par les rebelles salvadoriens au cours des quatre derniers jours.

Lundi dernier, une cinquantaine de guerrilleros ont arrêté le train à Quetzaltepeque, à 25 km au nord de San Salvador, et après avoir fait descendre les passagers, ont fait exploser la locomotive.

Par ailleurs, des portes-paroles militaires ont admis que l'armée a trouvé une forte résistance rebelle dans une nouvelle opération nettoyage entamée cette semaine à San Vicente, englobant les localités de Cutumayo, Chucuyo, Apastepeque, Plan de la Laguna et Achichilco.

On a informé aussi que dans cette zone, des forces du Front Farabundo Martí pour la Liberation Nationale -FMLN- ont réalisé au cours des derniers jours de nombreuses actions de sabotage contre des lignes de conduction d'énergie électrique, après quoi une vaste région située à l'ouest de la capitale départementale -San Vicente- se maintient dans l'obscurité.

PROROGATION DE L'ETAT DE SIEGE

Par ailleurs, le régime salvadorien a prorogé pour 30 jours de plus l'état de siège dans tout le pays, décrété en mars 1980 pour une période d'un mois et systématiquement renouvelé.

RESOLUTION DU 16° CONGRES MONDIAL DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DE JOURNALISTES SUR LE SALVADOR.

L'Union Nationale de Journalistes Français a manifesté son soutien à la lutte de travailleurs de la presse et de tout le peuple salvadorien à l'occasion d'une conférence de presse, avec la présence de Raul Monzon Président de la Union National de Journalistes Salvadoriens, U.N.P. et de Antonio Martinez, Responsable politique de la Représentation en France du FDR-FMLN.

L'UNJF a fait public la résolution de la F.I.J. réuni à Lugano en Mai 82 texte lequel nous reproduisons intégralement:

" -après avoir entendu la communication du collègue Raul Monzon, Président de l'Union nationale des journalistes du Salvador sur la situation insupportable et choquante de la répression violente dans son pays et la suppression des droits de l'homme en général et de la liberté de la presse en particulier,

-s'associant à la protestation de plusieurs milliers de collègues des Etats-Unis contre la suppression de la liberté de la presse et la persécution de nombreux journalistes salvadoriens et étrangers,

-à l'initiative du Syndicat des journalistes des Pays-Bas, qui, avec leurs collègues du monde entier, déplorent amèrement la mort des quatre collègues néerlandais Koos Koster, Jan Willemsen, Jan Kuiper et Hans ter Laag, assassinés cruellement le 17 mars 1982,

-condamne avec force la régime salvadorien pour la situation criminelle dont souffre la presse au Salvador, pour l'absence de liberté d'expression et de diffusion des pensées, pour la répression exercée contre les journalistes du pays et étrangers, pour le vil assassinat des quatre journalistes néerlandais mentionnés ci-avant,

-demande que soient prises les mesures nécessaires dans le but d'établir un tribunal ou une commission internationale de journalistes chargé de mener une enquête approfondie sur ce massacre et d'exiger la libération de tous les journalistes détenus au Salvador et au Honduras, dont notamment Vida Cuadra Hernandez, Mario Vigil, Manuel Gonzales, Francisco Ramirez Avelar et Francisco Edgardo Garci,

-rappelle les nombreuses condamnations par la FIJ de meurtres perpétrés dans le monde entier et estime que cette enquête devrait servir de base à une enquête pour retrouver la trace des journalistes disparus et de garantir la vie et la sécurité des journalistes condamnés à mort et de leurs familles,

-fait appel à toutes les institutions démocratiques nationales et internationales se préoccupant de liberté de presse et de droits de l'homme d'appuyer cette initiative."

DECLARATION DU COMITE GUATEMALTEQUE D'UNITE PATRIOTIQUE

Les "disparitions": l'un des visages de la répression au Guatemala. La politique de la "disparition" utilisée par les régimes militaires en Amérique Latine débuta au Guatemala en 1966. Elle apparaît alors comme instrument de répression propre à la conception de "guerre spéciale", appliquée dans le continent pour combattre ce que les militaires appellent "la subversion";

En 1966, 28 dirigeants du Mouvement du 13 novembre et du Parti Guatémaltèque du Travail "disparaissent"; au cours des premiers mois de 1967 le mot "disparu" commence à être utilisé dans la presse. Durant ces quinze années d'application la politique de la "disparition" est passée au Guatemala par plusieurs étapes jusqu'à sa généralisation à tous les secteurs sociaux de la population, la majorité des personnes atteintes étant des paysans.

En 1980 le gouvernement de Lucas Garcia déclenche une nouvelle vague de terreur. Les "disparitions" touchent des secteurs non atteints jusqu'alors, comme le clergé. Le père Conrado de la Cruz et son assistant, Herlindo Cifuentes sont arrêtés avec quelques 44 autres personnes lors d'une manifestation à Guatemala, le premier mai 1980; Le 21 juin a lieu l'arrestation de 27 dirigeants de la Centrale Nationale des Travailleurs -CNT- dont on ne retrouve plus la trace. Cette "disparition" collective a été suivie de celle de 17 autres dirigeants de la même centrale le 24 août 1980. Cette politique va être étendue de manière systématique aux femmes; citons seulement les cas d'Irma Flaquer, journaliste, et de l'écrivain Alaïde Foppa à la fin de 1980.

Le 23 mars 1982 le général Rios Montt s'empare du pouvoir au moyen d'un coup d'Etat et proclame la fin des violations des droits humains et l'ouverture d'enquêtes sur les cas de "disparitions". Depuis nous n'avons pas de chiffres exacts quant aux "disparitions" mais nous en avons quant aux massacres perpétrés contre la population civile.

Les plus récents:

- Le 12 mai, à San Juan Cotzal, 26 paysans ont été massacrés.
- Le 18 mai à Sajquiya plusieurs hommes, identifiés comme membres de l'armée ont massacré 43 personnes, dont 26 enfants entre l'âge de 4 mois à 14 ans et 4 femmes enceintes.
- Le 19 mai de 20 à 30 paysans ont été massacrés à Zacualpa, dans le Quiche.

C'est par centaines que l'on compte les morts des dernières semaines: ces massacres font également partie de la "guerre spéciale" lancée contre le peuple du Guatemala.

C'est pourquoi, alors que la reprise de l'aide militaire nord-américaine vient d'être annoncée, nous lançons un appel pour que soit dénoncée au niveau international l'attitude criminelle de la nouvelle junte.

Gabriel IXAMATA
Comité Guatémaltèque d'Unité Patriotique -C.G.U.P.-
Paris, le 25 mai 1982

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER

Aidez-nous à payer les dépenses de notre Bulletin de Presse (Papier et timbres) afin d'assurer la continuité de notre travail d'information.

Libellez vos chèques au nom du F.D.R. et envoyez-les à M. Armijo

81-83 rue de la Verrerie,

75004 PARIS